

Arrest

nr. 199 039 van 31 januari 2018
in de zaak RvV X / VIII

In zake: X

**Gekozen woonplaats: ten kantore van advocaat Z. CHIHAOUI
Landsroemlaan 40
1083 BRUSSEL**

tegen:

**de Belgische staat, vertegenwoordigd door de staatssecretaris voor Asiel en Migratie
en Administratieve Vereenvoudiging.**

DE WND. VOORZITTER VAN DE VIIIste KAMER,

Gezien het verzoekschrift dat X die verklaart van Marokkaanse nationaliteit te zijn, op 19 mei 2017 heeft ingediend om de schorsing van de tenuitvoerlegging en de nietigverklaring te vorderen van de beslissing van de gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging van 18 april 2017 tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13).

Gezien titel I *bis*, hoofdstuk 2, afdeling IV, onderafdeling 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Gezien de nota met opmerkingen en het administratief dossier.

Gelet op de beschikking van 11 december 2017, waarbij de terechtzitting wordt bepaald op 11 januari 2018.

Gehoord het verslag van rechter in vreemdelingenzaken F. TAMBORIJN.

Gehoord de opmerkingen van advocaat V. HERMANS, die *loco* advocaat Z. CHIHAOUI verschijnt voor de verzoekende partij en van advocaat B. HEIRMAN, die *loco* advocaat E. MATTERNE verschijnt voor de verwerende partij.

WIJST NA BERAAD HET VOLGENDE ARREST:

1. Nuttige feiten ter beoordeling van de zaak

1.1. Verzoeker werd op 18 april 2017 geïnterpelleerd door de federale politie bij de ontruiming van het gekraakte voormalige Marokkaanse Consulaat in Vorst.

1.2. De gemachtigde van de staatssecretaris voor Asiel en Migratie en Administratieve Vereenvoudiging (hierna: de staatssecretaris) trof op 18 april 2017 een beslissing tot afgifte van een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13). Verzoeker werd hiervan op 19 april 2017 in kennis gesteld.

Dit vormt de bestreden beslissing, waarvan de motieven luiden als volgt:

"Aan de heer die verklaart te heten<1>: naam:

M.(...),

voornaam: Y.(...)

geboortedatum: (...)

nationaliteit: Marokko wordt het bevel gegeven het grondgebied van België te verlaten, evenals het grondgebied van de staten die het Schengenacquis ten voile toepassen(2), tenzij hij beschikt over de documenten die vereist zijn om er zich naar toe te begeven, zes dagen na de kennisgeving uiterlijk op 25.10.2017, Het bevel om het grondgebied te verlaten wordt afgegeven in toepassing van de artikel(en) van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en volgende feiten: Artikel 7, alinéa 1: 1° wanneer hij in het Rijk verblijft zonder houder te zijn van de bij artikel 2 vereiste documenten; Artikel 74/14: Reden waarom geen termijn voor vrijwillig vertrek wordt toegestaan: artikel 74/14 §3, 1°: er bestaat een risico op onderduiken De betrokkene is niet in het bezit van een geldig paspoort op het moment van zijn arrestatie. Betrokkene heeft geen gekend of vast verblijfsadres/weigert zijn."

2. Onderzoek van het beroep

2.1. In een enig middel voert verzoeker de schending aan van artikel 8 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950 en goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955 (hierna: het EVRM). Verzoeker formuleert zijn grief als volgt:

"1. Principes L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme est une norme de droit supérieure consacrant un droit fondamental dont les particuliers peuvent directement se prévaloir devant les autorités administratives et juridictionnelles en Belgique. Ledit article énonce, dans les termes suivants : « 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance. 2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ». Lorsqu'un risque de violation du droit au respect de la vie privée ou familiale est invoqué, le tribunal examine d'abord s'il existe une vie privée ou familiale au sens de la Convention, avant d'examiner s'il y est porté atteinte par l'acte attaqué. Quant à l'appréciation de l'existence ou non d'une vie privée et familiale au sens de l'article 8, il convient de se placer au moment où la décision d'expulsion est devenue définitive¹. 1 Yildiz c. Autriche, § 34 ; CEDH, 15 juillet 2003, Mokrani c. France, § 21. 3 L'article 8 de la Convention ne définit pas la notion de « vie familiale », ni la notion de « vie privée ». Les deux notions sont des notions autonomes, lesquelles doivent être interprétées indépendamment du droit national. En l'absence d'une définition légale de la vie familiale, la Cour européenne des droits de l'homme énonce dans sa jurisprudence que ce sont les liens familiaux de facto qui seront examinés à la lumière de l'article 8 de la Convention². La vie privée englobe le droit pour l'individu de nouer et développer des relations avec ses semblables³. L'article 8 de la Convention garantit la protection du développement, sans ingérences extérieures, de la personnalité de chaque individu dans les relations avec ses semblables⁴. La vie privée peut ainsi être définie comme le cadre habituel d'existence de tout individu. Quant à l'atteinte à la vie privée ou familiale, la Cour européenne des droits de l'homme distingue deux situations : soit l'intéressé bénéficie d'un droit de séjour, soit il s'agit d'une première admission ou d'un séjour illégal. Dans la seconde hypothèse - comme c'est le cas en l'espèce - la Cour européenne des droits de l'homme considère qu'il n'y a pas lieu de procéder à un examen sur la base du deuxième paragraphe de l'article 8 de la Convention (voy. supra). La Cour européenne des droits de l'homme considère néanmoins qu'il convient dans ce cas d'examiner si l'Etat est tenu à une obligation positive de permettre le maintien et le développement de la vie privée ou familiale⁵. Cet examen s'effectue par une mise en balance des intérêts en présence. Lorsque la mise en balance des intérêts fait apparaître que l'Etat est tenu par une telle obligation positive, il y a violation de l'article 8 de la Convention⁶. Autrement dit, en application de l'article 8 de la Convention, toute ingérence dans la vie privée et familiale ne peut être admise que sur base du respect du principe de proportionnalité. Il revient dès lors à l'autorité de montrer qu'elle a le souci de ménager un juste équilibre entre le but visé et la gravité de l'atteinte au droit de l'intéressé au respect de sa vie privée et familiale. Il convient en outre de tenir compte, d'une part, du fait que les exigences de l'article 8 de la Convention, tout comme celles des autres dispositions de la Convention, sont de l'ordre de la garantie et non du simple bon vouloir ou de l'arrangement pratique⁷ et, d'autre part, du fait que cet article prévaut sur les dispositions de la loi du 15 décembre 1980. 2 CEDH, Johnston et autres c. Irlande, 18 décembre 1986, § 56. 3 CEDH, Niemitz c. Allemagne, 16 décembre 1992, § 29. 4 CEDH, Botta c. Italie, 24 février 1998, § 32. 5 CEDH, Ahmut c.

Pays-Bas, 28 novembre 1996, § 63 ; CEDH, Rodrigues Da Silva et Hoogkamer c. Pays-Bas, §38. 6 CEDH, Rees c. Royaume-Uni, 17 octobre 1986, § 37. 7 CEDH, Conka c. Belgique, 5 février 2002, § 83. 8 C.E., 22 décembre 2010, n°210.029. 4 2. Application en l'espèce 1. De l'existence d'une vie familiale Dans la présente affaire, il convient en premier lieu de constater l'existence d'une vie privée et familiale dans le chef du requérant. Depuis trois années, le requérant est en effet engagé dans une relation sérieuse et stable avec Madame Naert. Le couple, dont la relation avait été très mouvementée en raison du décès du fils de Madame Naert, a récemment entrepris des démarches afin de pouvoir concevoir un enfant (les deux ont passé un test de fertilité) et ont planifié de se marier dans le courant de l'été 2017. 2. De la connaissance par l'autorité Il ne ressort pas du dossier administratif que l'autorité avait connaissance de la vie privée et familiale du requérant. Toutefois, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme est établie en ce sens que « pour examiner la question de savoir si le requérant avait une vie familiale au sens de l'article 8, la Cour se place à l'époque à laquelle la mesure [d'expulsion] est devenue définitive »9. Il s'ensuit que les éléments apportés à la connaissance de l'autorité par le requérant dans le présent recours, doivent être pris en considération pour apprécier l'existence de sa vie privée et familiale. Les éléments de preuve, n'ayant pas pu être rassemblés à temps pour accompagner la requête, seront transmis au cours de la procédure. 1. De la disproportion de la mesure, en violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme Dès lors que l'administration n'était pas en possession de tous les éléments pertinents lors de l'adoption de la décision litigieuse, elle n'était pas en mesure de procéder à une mise en balance des intérêts en présence tel que requis par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le requérant sollicite par conséquent de Votre Conseil de constater que, au vu des nouveaux éléments apportés, la décision litigieuse est disproportionnée. Au regard de l'état émotionnel et psychologique extrêmement fragile de la compagne du requérant, ce dernier constitue un élément indispensable dans la reconstruction de celle-ci. Leur relation est stable et sérieuse et a des projets concrets d'avenir. 9 Yildiz c. Autriche, § 34 ; CEDH, 15 juillet 2003, Mokrani c. France, § 21. 5 Une séparation aurait dès lors des conséquences disproportionnées au regard du but poursuivi par la mesure, notamment en termes de dégradation de l'état de santé de Madame Naert. De sorte que le moyen sera déclaré fondé."

2.2. Artikel 8 van het EVRM luidt als volgt:

"1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen."

Het waarborgen van een recht op respect voor het privé- en/of familie- en gezinsleven, veronderstelt in de eerste plaats het bestaan van een privé- en/of familie- en gezinsleven. Artikel 8 van het EVRM definieert het begrip 'familie-en gezinsleven', noch het begrip 'privéleven'. Beide begrippen zijn autonome begrippen, die onafhankelijk van het nationale recht dienen te worden geïnterpreteerd. De beoordeling of er al dan niet sprake is van een familie- of gezinsleven is in wezen een feitenkwestie die afhankelijk is van de aanwezigheid van effectief beleefde nauwe persoonlijke banden. Wat het bestaan van een familie- en gezinsleven betreft, moet vooreerst worden nagegaan of er sprake is van een familie of een gezin. Bij de beoordeling of er al dan niet sprake is van een privé- en/of familie- en gezinsleven, dient de Raad zich te plaatsen op het tijdstip waarop de bestreden beslissing is genomen (EHRM 31 oktober 2002, *Yildiz/Oostenrijk*, § 34; EHRM 23 juni 2008, *Maslov/Oostenrijk* (GK), § 61). Vervolgens moet blijken dat in de feiten de persoonlijke band tussen deze familie- of gezinsleden voldoende hecht is (EHRM 12 juli 2001, *K. en T./Finland* (GK), § 150; EHRM 2 november 2010, *Şerife Yiğit/Turkije* (GK), § 93).

2.3. In zijn middel beweert verzoeker na een theoretisch betoog dat hij sedert drie jaar een serieuze relatie heeft met mevrouw N., dat zij beiden een vruchtbaarheidstest hebben ondergaan en dat zij gepland zouden hebben om in de zomer van 2017 te huwen. Volgens verzoeker diende het bestuur op de hoogte te zijn van zijn situatie om een belangenafweging te kunnen doorvoeren. De bestreden beslissing is volgens verzoeker disproportioneel.

2.4. De Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna: de Raad) stelt vast dat uit het administratief verslag vreemdelingencontrole, dat naar aanleiding van verzoekers interpellatie op 18 april 2017 werd opgesteld, niet blijkt dat hij gewag zou hebben gemaakt van 'familieleden in België' of van enige andere vorm van privé- en/of gezinsleven op Belgisch grondgebied. Opdat de gemachtigde van de

staatssecretaris bij het nemen van een verwijderingsmaatregel rekening zou kunnen houden met verzoekers recht op privé- en/of gezinsleven, dienen er minimale indicaties te bestaan dat er in hoofde van de betrokkene sprake zou kunnen zijn van een beschermenswaardig privé- en/of gezinsleven. Verzoeker werd aangetroffen bij de ontruiming van een kraakpand in Vorst. Hij betwist niet dat hij niet gekend was bij de Belgische autoriteiten en geen vaste verblijfplaats had. In zijn middel stelt verzoeker weliswaar dat hij thans informatie aanbrengt over zijn gezinsleven. De Raad stelt echter vast dat het verzoekschrift een aantal blote beweringen bevat over een langdurige relatie en huwelijksintenties, maar dat nergens de volledige persoonsgegevens van verzoekers partner of daadwerkelijke bewijsstukken van een doorleefde gezinsband worden aangereikt. Het bestaan van een beschermenswaardig privé- en gezinsleven in België kan in hoofde van verzoeker onmogelijk bewezen worden geacht.

2.5. Wat het onderzoek betreft naar de toepassingsvoorwaarden van artikel 8 van het EVRM, is de afweging tussen enerzijds de belangen van de staat en anderzijds de belangen van de verzoekende partij en haar gezin slechts vereist indien er sprake is van een gezinsleven (RvS 5 juni 2013, nr. 223.744), wat te dezen niet het geval blijkt te zijn. Bijgevolg kan verzoeker niet dienstig voorhouden dat de thans bestreden verwijderingsmaatregel disproportioneel zou zijn.

Er werd geen schending van artikel 8 van het EVRM aannemelijk gemaakt.

Het enig middel is ongegrond.

3. Korte debatten

De verzoekende partij heeft geen gegrond middel aangevoerd dat tot de nietigverklaring van de bestreden beslissing kan leiden aangevoerd. Aangezien er grond is om toepassing te maken van artikel 36 van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, wordt de vordering tot schorsing, als *accessorium* van het beroep tot nietigverklaring, samen met het beroep tot nietigverklaring verworpen.

OM DIE REDENEN BESLUIT DE RAAD VOOR VREEMDELINGENBETWISTINGEN:

Enig artikel

De vordering tot schorsing en het beroep tot nietigverklaring worden verworpen.

Aldus te Brussel uitgesproken in openbare terechtzitting op eenendertig januari tweeduizend achttien door:

dhr. F. TAMBORIJN,

wnd. voorzitter, rechter in vreemdelingenzaken,

dhr. K. VERKIMPEN,

griffier.

De griffier,

De voorzitter,

K. VERKIMPEN

F. TAMBORIJN